

politique dans la question, puisque le maire est un haut fonctionnaire du parti libéral.

Il s'est trouvé qu'aucune des industries locales n'avait été consultée par le ministère avant qu'on prenne la décision ou qu'on fasse une recommandation au ministre. Le fonctionnaire des douanes a bel et bien déclaré qu'il essaierait d'établir un service efficace pour les industries concernées. Mais on n'a rien fait jusqu'ici, et la seule personne envoyée pour s'entretenir avec les représentants des industries était un fonctionnaire d'un rang inférieur à celui du responsable qui a pris la décision; on peut facilement imaginer la situation qui pouvait en découler.

J'ai reçu une lettre émanant du bureau du ministre et datée du 3 juillet. C'est la copie d'une lettre envoyée au maire pour lui signifier que tout le monde était content et que toutes les industries étaient satisfaites. J'en ai discuté aujourd'hui avec les chefs des compagnies en question et j'ai constaté qu'aucune d'elles ne se réjouit le moins du monde. Elles sont toutes extrêmement mécontentes.

Les industries concernées ont toutes besoin de quantités importantes de matériel des États-Unis. Il s'agit notamment de l'Ingersoll Machine Company et de ses sociétés affiliées, de la Morrow Company, la section Chemical Lime de la Stelco Chicago Vitreous, de la Northamerican Cyanamid, de la Moto-Mower Limited et de la Standard Brands.

La suppression des ports douaniers a créé tous les ennuis possibles. Pour ne citer que la compagnie Ingersoll Machine, elle doit importer 175,000 livres par semaine de pièces forgées et coulées destinées à l'industrie automobile, en particulier à la fabrication des boîtes de vitesse. Si l'on avait payé les droits de douanes habituels, ils se seraient chiffrés à près de \$12,000 par semaine. L'industrie régionale n'est pas responsable du fait que le gouvernement a conclu avec les États-Unis un accord sur l'automobile qui dispense les Américains de payer des droits. A la suite de la fermeture du port, 90 tonnes par semaine sont maintenant expédiées à Woodstock et sont renvoyées à 20 milles de distance avec tous les frais supplémentaires qu'entraîne

cette opération. Je n'ai pas le temps de citer d'autres exemples bien que j'en aie des pages sous les yeux. J'ai exposé au ministre l'incompétence administrative de certains fonctionnaires qui prennent des décisions sans consultations appropriées et, ce qui est pire, qui renseignent mal de hauts fonctionnaires du ministère et le ministre. Cela ne saurait que susciter des embarras.

• (10.20 p.m.)

Je fournirai volontiers au ministre les renseignements supplémentaires qu'il voudra; il comprendra que je manque de temps pour le moment étant donné la limite imposée. J'espère qu'il adoptera une attitude ferme et qu'il s'occupera de remettre de l'ordre dans cette affaire.

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, les observations du député ce soir diffèrent énormément de la question qu'il a posée l'autre jour à la Chambre lorsqu'il a demandé si le gouvernement avait l'intention de rouvrir le port douanier d'Ingersoll en Ontario. Le ministère croit qu'un service analogue et également satisfaisant pourrait être assuré plus économiquement par le port de Woodstock, à dix milles de là. Je sais que la fermeture d'un port douanier est toujours très difficile à accepter, mais mon ministère comme tous les autres a été prié de réduire ses dépenses sans faire de tort si possible à qui que ce soit.

Quant au bouleversement des industries principales, je chargerai mes fonctionnaires de s'en occuper afin de conseiller et d'aider les industries visées, si le député veut bien me fournir leurs noms. Je vois qu'il est prêt à me donner des renseignements supplémentaires.

Je prendrai bonne note des autres observations du député. Je suis étonné de la grave accusation qu'il a portée contre des fonctionnaires de la région, mais je me renseignerai et lui ferai parvenir un rapport plus tard.

(La motion est adoptée, et la séance est levée à 10h 24.)